

Avis adopté

Séance plénière du 26 juin 2024

L'espace francophone : relever des défis numériques et économiques pour en assurer le dynamisme

Déclaration du groupe CGT-FO

Deux chiffres : en 1997, 40% des documents de la commission européennes étaient établis en français et en 2023 ce pourcentage est de seulement 3.7%. Le français recule partout dans le monde et y compris en France les anglicismes prospèrent aux plus hauts niveaux des institutions : de La french tech, à Choose France en passant par Health data hub, le choix de nommer en Anglais est clairement fait dès lors qu'un dispositif ou une politique souhaite afficher son caractère innovant et ouvert sur l'international. Le numérique bouleverse encore plus les choses et impose l'Anglais comme langue internationale d'échange. Cet avis cherche à sortir la francophonie de ses seules dimensions linguistiques et culturelles pour en faire un cadre de création et de renforcement de la coopération économique et numérique entre les pays de l'espace francophone. Cette approche met en avant l'importance que prend le numérique dans les économies d'aujourd'hui et la langue française ne fera que périr si elle ne défend pas sa place en tant que langue d'échange d'innovation et de développement dans les nouvelles technologies. Il faut rendre le Français bénéfique pour les pays de l'espace francophone et créer les conditions pour que l'usage de cette langue leur soit utile et participe au développement de leurs économie. L'espace francophone doit par ailleurs privilégier l'essor d'économies ancrées dans le développement durable et la réalisation des ODD de l'ONU.

Le groupe FO a insisté pour que les ambitions économiques ne laissent pas sur le côté les enjeux sociaux car aucun développement ne peut aboutir si son objectif n'est pas de répondre aux besoins des populations. Le respect des normes internationales du travail de l'OIT doit être au cœur des actions de l'espace francophone. Il faut renforcer la coopération entre les pays de l'espace francophone, privilégier un modèle de développement utile pour les populations et leur progrès social. Le groupe FO a également défendu la nécessité de mobiliser le cadre francophone pour défendre une meilleure régulation de la mondialisation et son orientation vers plus de solidarité et l'éradication de la pauvreté.

Bien sûr cet avis n'a pas réussi à mettre en avant et à explorer l'importance que les enjeux sociaux peuvent avoir en tant que facteur de renforcement de l'espace francophone, ce que nous regrettons. Il pourrait toutefois servir de d'appui pour que les CESE aille plus loin sur ces questions dans ses travaux à venir.

Malgré ses réserves sur certaines préconisations, **le groupe FO a voté favorablement cet avis.**